



Entre les Routes 87 et 91

Balade dans les territoires sombres de l'Empire américain

paru dans [lundimatin#227](#), le 31 janvier 2020

Dans ce (long) texte Charles Reeve nous balade au coeur de la décomposition de la classe ouvrière américaine. Malgré la noirceur du constat, l'auteur nous le rappelle : *Les luttes menées de façon autonome et indépendante sont la seule voie capable de recréer du collectif, elles sont le seul terrain où la dépossession de soi et l'atomisation sous toutes leurs formes irrationnelles peuvent être fragilisées et dépassées. Elles sont les lumières de l'époque sombre de l'Empire.*

[Photos : Jean-Pierre Sageot. Instagram : [@jpsageot](#)]

I. Jours gris sur les contreforts des monts Adirondacks

Nous sommes à la mi-avril 2019. Les 31 000 employés des magasins *Stop & Shop* sont en grève depuis plus d'une semaine pour obtenir la signature d'une nouvelle convention collective. La grève est massivement suivie et des piquets bloquent les 240 magasins de la chaîne dans trois états de la côte est, le Massachusetts, le New Hampshire et le Vermont. *Stop & Shop* est une des enseignes de la grande distribution aux USA, la quatrième en importance, propriété d'un groupe international dont le siège social se trouve aux Pays-Bas. La grève est menée dans un cadre syndical classique, elle est soutenue par d'autres syndicats et de nombreuses délégations de syndicalistes, des infirmières aux professeurs, ont rejoint les piquets, lesquels sont respectés par les consommateurs, qui se détournent vers d'autres magasins pour faire leurs achats. La popularité du mouvement a incité les divers candidats à la primaire du parti démocrate à venir soutenir les grévistes ; les deux politiciennes de la gauche démocrate, Mmes Kamala Harris et Elisabeth Warren ont fait le déplacement ainsi que le « camarade socialiste » Bernie Sanders qui est venu du Vermont en « voisin ». À peine lancé en campagne par la machine du parti démocrate afin de faire barrage à la gauche démocrate, le falot Joe Biden a aussi débarqué, accompagné par quelques élus et bureaucrates syndicaux locaux, entouré d'une nuée de journalistes. Le 19 avril, à Dorchester, devant un piquet de grève, l'ancien vice-président d'Obama, n'a pas hésité à clamer haut et fort que : « *Il faut rendre ce pays aux travailleurs* » [1]. L'idée est séduisante, comment se fait-il qu'il y pense si tard ? Il faut dire qu'elle est dans l'air du temps, l'idée « de « socialisme » ayant repris droit de cité dans le discours politique, pour ou contre, et, ce qui est plus étonnant encore, dans la parole publique.



La grève chez *Stop & Shop* est exemplaire à plusieurs égards de l'état des luttes sociales aux États-Unis. Dans cette grande chaîne de distribution, où la présence syndicale est encore forte, la direction vient d'annoncer un paquet de mesures drastiques : une hausse des cotisations pour la mutuelle santé de l'entreprise, une baisse des pensions de retraite, la déréglementation des heures supplémentaires et du travail pendant le weekend, enfin une réduction des avantages sociaux pour tous les travailleurs embauchés à temps partiel ou sous contrat précaire, qui représentent un pourcentage croissant de la force de travail. Les règles de l'économie libérale imposent des objectifs qui passent pour incontournables et indiscutables, « naturels » presque. Il s'agit d'obtenir une baisse des salaires et des avantages sociaux, l'augmentation de l'intensité et de la charge de travail, l'accroissement du taux d'exploitation. Malgré une forte mobilisation des salariés et un soutien massif des consommateurs, quelques jours à peine après le passage des professionnels de la politique, le syndicat signe avec la direction un compromis qui préserve quelques maigres avantages pour les anciens et rejette sur les travailleurs en contrat précaire l'essentiel des sacrifices et des concessions. On achète la fidélité des anciens au syndicat au prix d'une plus grande division des salariés. Une fin de grève traditionnelle qui laisse un goût de défaite désormais connu. À croire les plumitifs de la presse locale, la reprise fut douloureuse, la pilule difficile à faire avaler, ce qui n'a pas empêché le syndicat de revendiquer « *le meilleur des compromis possibles* » — la vieille chanson.

Le syndicalisme américain se débat désespérément depuis des années dans une crise d'où il ne parvient pas à sortir. Les taux de syndicalisation s'effondrent inexorablement et le poids politique et économique des anciens grands appareils bureaucratiques se réduit continuellement. Le taux de syndicalisation global qui était de l'ordre de 35 % dans les années de l'après Deuxième guerre est descendu à environ 10 % à la fin de la première décennie de ce siècle. De 1980 à la fin du siècle dernier, les syndicats américains ont perdu 3,5 millions d'adhérents, rien que dans l'industrie automobile et pendant la même période le nombre de syndiqués est passé de 1,5 millions à 640 000 [2]. La tendance, on le sait, est la même dans tous les pays du vieux capitalisme, à l'exception des sociétés scandinaves, et les États-Unis non seulement n'échappent pas à la règle mais ils la confirment avec force. Des causes connues font l'objet d'innombrables études sociologiques et économiques : la désindustrialisation des anciennes régions du Nord et du Nord-Est, le déplacement des entreprises vers les États du Sud et du Sud-Ouest, où la main d'œuvre est mal payée et l'esprit individualiste plus fort, le racisme ancestral bien ancré, la tradition syndicale faible. La délocalisation vers les nouvelles régions industrielles de la planète a provoqué aussi la fermeture de grandes unités industrielles ; entre 1980 et 1993, plus de 200 000 emplois se sont déplacés vers le

Mexique. Les récentes lois sur « Le droit de travailler », passées dans la majorité des États, rendent plus difficile l'implantation des syndicats ; elles interdisent les accords employeurs-syndicats, et empêchent les syndicats d'encaisser directement les cotisations syndicales sur les salaires. Le fameux système de « close-shop » qui avait fait les beaux jours des bureaucraties et soudé leur lune de miel avec le patronat est passé à l'histoire. L'État fédéral n'est pas en reste et les administrations successives, démocrates et républicaines, ont fait voter des lois tendant à diminuer le pouvoir des syndicats et, surtout, à précariser les conditions de reproduction de la force de travail. La destructuration du marché du travail, le démantèlement et la réduction des droits des salariés, l'affaiblissement des conventions collectives et l'accroissement des inégalités salariales, la précarisation, la flexibilisation et l'individualisation du travail, complètent un paysage économique et social tourmenté où sombre le vieux syndicalisme. Ce qui fut naguère le modèle réussi d'intégration et de collaboration de classe, s'effondre dans la société même où il a fait ses preuves. Les syndicats assuraient promotion de la condition ouvrière par la défense des salaires tout en gérant la protection sociale et médicale (retraite, congés, soins) pour ses membres et les intégraient dans la défense des intérêts des entreprises. Le cadre juridique et institutionnel dans lequel patrons et syndicalistes œuvraient pour bâtir un compromis négocié entre des intérêts opposés, dans le but de poursuivre la reproduction des rapports d'exploitation, a fait long feu. La reproduction de la classe salariée dite « classe moyenne » est en panne et laisse la place au nouveau modèle « ubérisé » des activités parcellaires, éclatées, sous-traitées, dans les anciennes concentrations urbaines. C'est cette nouvelle structure du marché du travail, ces nouvelles conditions de vie et de travail, sur fond d'accroissement visible et violent des inégalités sociales, qui expliquent les surprenants chiffres de la baisse du chômage, dans une société où la pauvreté et la misère sont de plus en plus visibles et guettent la grande majorité de la population. Les chiffres annoncés triomphalement par médias et politiciens cachent l'accroissement des chômeurs non recensés, une multitude d'êtres qui ne sont même plus des chômeurs mais des laissés-pour-compte non comptabilisés, jetés hors du fonctionnement de la société et donc hors des statistiques. La « reprise économique » américaine est avant tout la reprise des chiffres de Wall Street, de l'économie de la finance spéculative, un accroissement des inégalités sociales, l'augmentation de l'« économie de la misère ». C'est ce « paradoxe » qui explique aussi le retour inespéré de l'idée de « socialisme » dans quelques franges de la société, idée au contour certes vague mais provocatrice et dérangeante pour les nantis.



L'affaiblissement du poids des anciens secteurs de la classe ouvrière masque une transformation profonde du monde salarié. Des mondes nouveaux composent désormais le marché du travail. L'apport constant et massif de masses de prolétaires immigrés, fragilisés par leurs conditions de vie et statuts juridique vulnérables, s'entremêle avec l'arrivée de nouvelles générations éduquées et jetées sur un marché du travail où la condition de précarité se généralise et devient dominante [3]. Les conditions matérielles de cette transformation menée par le mouvement contradictoire du capitalisme, les modifications du cadre juridique, politique et concret, de l'exploitation, ne doivent pas faire oublier les facteurs subjectifs. On peut mentionner la passivité et la soumission de la base aux décisions des chefs, l'absence de combativité et d'initiative, attitudes qui ont été engendrées au long des années par le fonctionnement même des grands appareils syndicaux nord-américains. Dans des conditions historiques nouvelles d'exploitation, les qualités d'intégration qui avaient fait la force du capitalisme américain et permis l'amélioration constante des conditions de vie des travailleurs se sont transformées en facteurs de déroute. Les prolétaires à qui on a enseigné pendant des années à se tenir tranquilles pouvaient difficilement oser affronter ceux qu'ils avaient appris à respecter. La forteresse syndicale construite par les travailleurs américains s'est transformée en prison et a amené les prisonniers à l'abattoir.

Il serait pourtant rapide de tirer comme conclusion que les luttes sociales, les antagonismes de classe ont disparu avec l'effondrement de l'ancien cadre du travail juridiquement réglementé, négocié par le consensus syndicat-patronat. L'augmentation de l'exploitation, qui traduit cette précarisation généralisée, entraîne inévitablement un réveil des antagonismes de classe. Lesquels s'expriment sous des formes nouvelles qui ne sont plus celles de la vie syndicale d'antan.

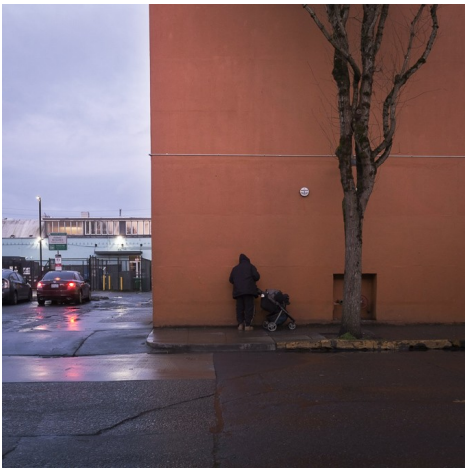
L'économie « ubérisée » a produit, plus vite qu'on aurait pu s'y attendre, un besoin de reconstruction collective pour faire face à l'individualisation des travailleurs. Le principe fondamental de la lutte étant la nécessité de s'organiser, apparaissent alors dans ce nouveau cadre du travail éclaté, individualisé, des collectifs et des organisations.

Javid Tariq, chauffeur chez Uber est membre de la *New York Taxi Workers Alliance*. Quelques jours à peine après la fin de la grève chez *Stop & Shop*, Javid manifeste avec d'autres collègues devant le siège newyorkais d'Uber, dans le Queens. L'atmosphère est tendue car on vient d'apprendre le montant faramineux des bonus juteux versés aux principaux dirigeants de l'entreprise. Le mouvement de protestation est international, allant de Melbourne à Londres en passant par San Francisco. Malgré son caractère minoritaire, il exprime une révolte profonde contre les conditions fragiles de ces nouveaux emplois. Une petite foule, composée de jeunes de toutes origines mais où les afro-américains et les latinos sont majoritaires, scande avec énergie des slogans clairs et directs : « *Des milliards pour les patrons, une paye de misère pour les chauffeurs* », « *Uber est à poil, sa voracité crève les yeux* » et « *Le pouvoir aux chauffeurs, pouvoir syndical* ». Les chauffeurs refusent leurs conditions de travail précaire et l'incapacité d'exercer le moindre contrôle sur leurs revenus ; ils revendiquent un changement de leur statut de « contractuels

indépendants » qui évite au groupe de payer les cotisations de santé et de retraite. Sur une pancarte, on lit : « *Nous sommes trois millions sur l'ensemble de la planète. On nous jette les miettes du gâteau qu'ils se partagent* » [4].

Le « pouvoir syndical » dont il est question chez les révoltés d'Uber a peu à voir avec les syndicats actuels, avec la machine de réalisme froid qui, grève après grève, mobilisation après mobilisation, brise l'initiative autonome et divise la collectivité des travailleurs, comme cela fut le cas avec les travailleurs de *Stop & Shop* sur les routes et centres commerciaux du Massachussets. Chez Uber, ou bien encore dans d'autres luttes qui prennent forme dans les nouveaux secteurs de la précarité, l'idée syndicale reste, pour le moment, centrée sur le besoin d'organisation à la base. Elle ne divise pas, elle unifie, elle est créatrice de force collective. La différence est d'autant plus nette que ces nouvelles organisations ne peuvent pas pour le moment se transformer en appareils bureaucratiques identiques à ceux du passé. Ce qui a été possible dans des moments historiques particuliers du capitalisme, lorsque la dynamique de production de profit permettait aux capitalistes de céder des miettes pour garder le contrôle de tout. Ce fut cette concession, dont la gestion fut progressivement attribuée aux organisations syndicales, qui a transformé leur fonction, d'instruments de lutte en instruments de division, de résignation, bref, d'intégration.

Nous en sommes loin aujourd'hui. Certes, il y a dans la forme syndicale, dès qu'elle s'institutionnalise, le danger de bureaucratisation par le jeu de la délégation permanente de pouvoir. Mais, ce processus passe par le rapport négocié avec le patronat, l'acceptation de la recherche d'un terrain d'intérêt commun, qui ne peut être autre que l'acceptation de la poursuite de la production capitaliste. La classe capitaliste est aujourd'hui tentée de renoncer aux rapports négociés avec les syndicats, elle mise plutôt sur la violence du rapport de force, elle considère à tort l'esprit de passivité et de résignation du vieux mouvement ouvrier comme une qualité « naturelle » des exploités, elle oublie que cet esprit est le fruit laborieux du fonctionnement du vieux syndicalisme.



L'affaiblissement actuel du syndicalisme, aux États-Unis et partout ailleurs, trouve ainsi des causes premières dans le mouvement même du capitalisme et dans la transformation de la classe ouvrière. Pendant des décennies, la grande majorité des salariés a accepté l'amélioration relative de ses conditions de vie en échange d'une soumission à l'intérêt des entreprises, au système capitaliste en général. Aujourd'hui, le rétrécissement des marges de négociation, généré par la maximalisation des marges de profit, laisse les lourds appareils, construits pour et par la gestion du compromis, en décalage avec le réel. Le fonctionnement syndical classique ne peut mener qu'à mener à des déroutes comme celle de la grève de *Stop and Shop*, en avril 2019.

II. Coucher de soleil sur le Lake Champlain à South Hero [5]

Les divisions au sein de la classe ouvrière, ont été depuis toujours un élément essentiel de la reproduction des rapports de domination. Le racisme— fait incontournable et original de l'histoire de la société américaine — s'est imbriqué parfaitement avec la passivité et la soumission cultivées par l'action syndicale, avec les divisions créées par la production capitaliste. Les témoignages directs sur ces processus contradictoires, sont parfois plus éclairants et instructifs que de grands développements. Ils permettent de mieux cerner le pourquoi et le comment de la dimension subjective de la faiblesse du syndicalisme aujourd'hui aux États-Unis.

Entre 1976 et 1982, David Ranney a travaillé dans diverses usines de la région de South Chicago, alors une des plus grandes concentrations de l'industrie lourde au monde, avec plus d'un million et demi de travailleurs. Aujourd'hui, la moitié des usines sont fermées et on compte à peine 10 000 métallos dans cette région étendue qui longe le sud du lac Michigan, traversée par un dense réseau de routes et de lignes de chemin de fer, jalonnée de ports et d'entrepôts. Là où naguère s'élevaient des usines et des entreprises grouillant d'activité, on découvre désormais un territoire saturé de ruines industrielles, de déchets toxiques et de sites abandonnés, habité par une population qui survit dans une pauvreté désespérante. Dans cette dense concentration urbaine vivait une société de prolétaires d'origines diverses, immigrés de l'Europe de l'Est et d'Amérique latine, des Caraïbes, mélangés avec une importante communauté de prolétaires afro-américains, pour la plupart immigrés du Sud profond après la Deuxième guerre mondiale. Au début des années 1970, David Ranney, jeune blanc gagné aux idées communistes, avait posé ses valises dans cette Babylone, pour militer dans de petites organisations radicales sensibles au complexe et fragile rapport entre la question de race et la question de classe [6]. Situation qui pouvait, dans des circonstances particulières, devenir un mélange explosif pour le travail consensuel mené, main dans la main, par les patrons et les bureaucraties syndicales. Quarante ans après avoir quitté le travail d'usine et la condition de

prolétaire, David Ranney est revenu dans un livre sur son expérience, ses souvenirs difficiles mais aussi foisonnants d'espoir [7]. Son témoignage dénonce le fonctionnement au quotidien du syndicalisme bureaucratique et intrinsèquement corrompu des années de l'après Deuxième guerre mondiale. La manipulation du racisme alimentait les divisions au sein du monde ouvrier et était facteur d'une aléatoire paix sociale [8]. Dans un langage direct et frais, Raney décrit le rôle de ces institutions dans la reproduction de la faiblesse de la collectivité ouvrière. Inversement, il raconte les écueils rencontrés dans les tentatives toujours recommencées de bâtir une conscience de classe sur des communautés divisées, éclatées, fractionnées par les questions de race, d'origine nationale. Raney montre, d'expérience, comment seule la lutte collective, autonome et spontanée des travailleurs réussit à dépasser, même si seulement momentanément, une telle situation et à unifier le collectif.



Quelques passages de son récit nous permettent de revivre le monde du travail d’hier où, dans un scénario glauque digne d’un polar, on flairait déjà un désastre à venir [9]. Où l’incapacité à saisir les étroites voies d’un autre futur annonçait un accroissement de la violence de l’exploitation, ce que le capitalisme néo-libéral appellera plus tard l’ubérisation du travail et de la vie. Entre soumission et frustration, entre peur et haine, la vieille classe ouvrière patageait déjà dans une atmosphère réceptive aux sirènes de la démagogie. Dans la nature mafieuse du syndicalisme et dans ses impasses était inscrite la crise du syndicalisme.

« Au moment où mon équipe quitte l’usine, je vois débouler dans l’allée une dizaine de travailleurs mexicains en rangs serrés. Ils font en sorte d’être visibles ainsi que les badges qu’ils portent sur eux et sur lesquels on peut lire : “Comité organisateur des ouvriers de l’industrie du plastique.” Je prends un des tracts qu’ils distribuent et je commence à lire. Il y est question de la volonté d’implanter un syndicat dans l’usine, le *Syndicat International des travailleurs du jouet, des jeux et plastiques AFL-CIO*. Je n’avais jamais entendu parler de ce syndicat...

Alors que je lis, Dutch [le vieux contremaître d’origine allemande] s’approche et pose amicalement sa main sur mon épaule.

— *Tiens-toi éloigné, autant que possible, de ces connards.*

— *C’est qui les connards, les ouvriers ou le syndicat ?* je réplique sur le ton de la plaisanterie.

— *Un certain nombre d’entre eux le sont, sûrement. Mais j’admets que je ne connais pas la plupart d’entre eux. Et je n’ai jamais entendu parler de ce syndicat. Mais je ne doute pas que la direction va vite leur tomber dessus de façon méchante ainsi que sur tous ceux qui les soutiendront, alors t’en mêle pas.*

Je durcis un peu le ton et je passe en mode légaliste :

— *Dutch, ce qu’ils font est une activité protégée par la loi. Ils ont tout à fait le droit de vouloir instaurer un syndicat dans l’usine comme nous, nous avons, le droit de voter pour ou contre.*

— *Peut-être bien... Mais on l’a déjà tenté à deux reprises depuis que je suis dans la boîte. Et, à deux reprises, ceux qui s’y sont impliqués ont été jetés dehors. Cela m’embêterait que cela t’arrive aussi.*

— *Merci pour l’avertissement.*

Je croise Beth [la compagne de Raney qui travaille dans la même boîte] qui vient aussi

de quitter son poste et qui rentre à la maison. Chez nous, je téléphone à quelques copains qui connaissent le monde syndical à Chicago. Un d'entre eux est direct :

— *Dave, fais attention, c'est un syndicat de la mafia.*

Je me dis :

— *Mince alors, encore un syndicat lié aux gangs. Si ce syndicat s'impose, cela fera le troisième syndicat de ce type auquel j'aurais appartenu, si je compte aussi les Teamsters, à Cleveland, dont j'ai été membre lorsque j'ai travaillé au Jardin zoologique quand j'étais étudiant.* Beth dit que toute l'usine est en effervescence à cause de cette affaire. Elle connaît plusieurs militants de ce syndicat qui travaillent dans son équipe. Je me sens confus. L'initiative part probablement de quelques jeunes ouvriers mexicains qui se sentent véritablement baisés par la direction. La paye et les postes de travail ne sont pas attribués sur la base de l'ancienneté, ni même sur la qualification. Ceci étant, le syndicat qu'ils ont choisi, pose problème. Beth et moi tombons d'accord sur le fait que nous devons soutenir la revendication d'installation d'un syndicat mais que nous devons garder un profil bas. Cela va s'avérer impossible.

(...)

Le matin suivant, la direction distribue son propre tract, écrit en anglais et en espagnol. Il est bien rédigé et clair. Le ton n'est pas méchant mais paternaliste. On y lit que les gars du comité d'organisation se sont égarés et on demande aux autres ouvriers de faire pression sur eux pour qu'ils se calment. Le texte de la direction fait référence aux liens du syndicat avec les gangs et, inversement, il se réfère à l'entreprise comme « *La famille Solo Cup* » [*Solo*, le patron, *Cup*, les objets produits : gobelets en plastique]. Le syndicat répond avec un nouveau tract qui est aussi très direct. Il liste un nombre de revendications qui sont portées par beaucoup d'entre nous dans l'usine, en particulier la façon arbitraire de distribuer les tâches et les postes de travail ainsi que l'échelle des salaires. Le tract est surtout adressé à la majorité latino des ouvriers. J'apprends, par certains de mes amis à l'extérieur, que les tracts sont écrits par les avocats, aussi bien celui de la compagnie que celui du syndicat. Kingsley, mon copain du *Centre ouvrier*, m'informe aussi que le bureau d'avocats de la compagnie est connu comme une machine à casser du syndicat, mais il ne connaît pas l'avocat du syndicat. Pendant une semaine, de part et d'autre, les tracts se succèdent. Puis, soudain, la direction convoque tous les ouvriers par petits groupes et les ressemblent dans le réfectoire. L'enjeu est exposé de façon schématique par John Hulseman lui-même [un des deux frères Hulseman, propriétaires de l'entreprise]. Il nous dit en gros :

- 1) Vous faites tous partie de « *La Famille Solo Cup* », nous sommes très reconnaissants de votre travail et de votre dévouement.
- 2) Celui qui considère qu'il est traité de façon injuste doit s'adresser directement à moi et je m'engage à résoudre le problème.
- 3) Le syndicat ne cherche qu'à prendre vos sous. Au contraire de ce que nous faisons, ils se foutent de votre sort et de celui de vos familles. Ils veulent nous imposer à tous leur système corrompu d'assurance et vous allez ainsi perdre les avantages que nous vous offrons.
- 4) Ils ne connaissent rien au travail que nous faisons. La plupart de leurs membres fabriquent des poupées et des jouets.
- 5) Nos salaires et nos avantages doivent nous permettre de rester compétitifs. L'implantation de ce syndicat sera la fin de votre job.

Les jours suivants, le contremaître aborde les ouvriers, un par un. Le directeur de l'usine vient aussi nous rendre visite et nous demande comment nous avons l'intention de voter. Les cadres s'en mêlent. Le directeur-adjoint mexicain s'adresse aux ouvriers mexicains

en espagnol. Je suis moi-même abordé par Dutch, je lui réponds que je ne me suis pas encore décidé. Alors que la date du vote approche, les tracts deviennent plus agressifs. L'entreprise attaque ouvertement le syndicat et vice versa. Mais, en même temps, un fait nouveau se produit : des ouvriers commencent à disparaître ! Dans l'usine, une rumeur circule comme quoi le directeur licencie à tour de bras, en prétextant incompetence ou insubordination, après harcèlement ou signalement des contremaitres. Un des rares mécaniciens qualifiés mexicains est un copain. Pour lui c'est clair, les mexicains sont devenus des cibles. C'est aussi le constat de Beth. En peu de temps, un tiers de la force de travail « disparaît » et ceux qui restent sont forcés de s'occuper de plusieurs machines et de faire des heures supplémentaires.

Je demande à mon copain et camarade de travail, Amado, s'il connaît les licenciés. Il dit qu'il connaît la plupart d'entre eux, qui habitent dans les quartiers de South Chicago. Nous décidons de les contacter et de les inviter à une réunion.

(...)

Nous frappons et une porte s'ouvre. Je reconnais une jeune femme qui faisait partie de mon équipe. (...) La femme nous présente à ses parents et à ses trois jeunes frères. Nous nous asseyons en cercle dans le salon, je parle et Amado traduit en espagnol.

— *D'après la loi vous avez le droit de former le syndicat de votre choix.*

Je demande à la femme quelle est la cause de son licenciement. Dans son cas, la direction a prétendu qu'il s'agissait d'un licenciement pour des raisons économiques.

— *Est-ce que le syndicat vous a déjà contacté ?* Elle me répond que non.

— *J'ai un ami qui est avocat du travail. Il peut vous renseigner sur vos droits mieux que moi. Mais si nous arrivons à nous mettre ensemble, nous pouvons engager une plainte officielle et chercher à forcer l'entreprise à vous reprendre. Nous allons organiser une réunion dans un local qui s'appelle le Centre des droits des ouvriers. L'avocat sera présent et nous proposera un plan d'action.*

Je lui file un tract et j'en distribue d'autres à ses frères et à ses parents. Nous n'avons pas informé le syndicat de notre initiative. Amado n'aime pas le syndicat et le fait est que celui-ci n'a, jusqu'à présent, fait aucun effort pour contacter les travailleurs licenciés. Et pourtant, le syndicat poursuit ses efforts pour s'implanter dans l'entreprise. Le *Centre des droits des ouvriers*, a déménagé dans Commercial Avenue. Il se trouve au deuxième étage d'un immeuble en brique.

Nous organisons la réunion tôt dans la soirée. Je me suis fait porter pâle, mais Amado qui est dans la première équipe est retenu par son horaire de travail et va arriver en retard. Une cinquantaine d'ouvriers sont présents, certains avec leurs familles. Je reconnais un des militants du syndicat qui ne semble pas à l'aise. Nous expliquons que nous proposons deux formes d'action pour obtenir la réintégration des licenciés. La première consiste à engager une procédure auprès des services officiels du travail, puisque nous considérons que les licenciements se sont faits en violation de la loi. L'autre consiste à distribuer un tract aux portes de l'usine afin d'informer les autres ouvriers de la situation et de les encourager à soutenir nos efforts pour nous organiser nous-mêmes. J'insiste sur le fait qu'il est important que d'autres ouvriers s'engagent dans cette lutte afin de montrer aux patrons que nous n'allons pas nous laisser faire. Des présents se proposent de distribuer le tract dans les équipes. Et tout le monde fournit à Kingsley les informations nécessaires pour qu'il puisse étayer la plainte officielle contre les licenciements illégaux. Après la fin de la réunion, le gars qui est militant du syndicat vient voir Amado.

- *Pourquoi vous ne nous avez pas contacté ? Nous pouvons vous aider.*
- *Vous étiez occupés avec la demande de reconnaissance du syndicat. Si vous voulez, vous pouvez nous aider à diffuser les tracts.*
- *Pas de problème, dit-il.*



Le matin suivant, lorsque j'arrive au travail, dès que je me présente à la porte de l'usine, je sens que c'est fini pour moi. Le directeur et Lucky [le responsable de l'atelier des machines, un serbe qui se considère encore comme yougoslave et manifeste une admiration pour le « socialisme de Tito »] sont là et m'informent qu'ils n'ont plus besoin de mes services. Lucky m'accompagne au vestiaire et ensuite à mon poste de travail afin que je récupère mes affaires personnelles. Quand nous nous trouvons seuls dans l'atelier, il me tape sur le dos.

— *J'ai jeté un coup d'œil sur ce syndicat, ils semblent vraiment nuls. Je pense que tu le sais.*

— *Je respecte ton courage et tes principes.*

— *Si je n'avais pas une famille à nourrir je serais avec vous, ajoute Lucky.*

— *Je le sais Lucky, cela a été cool de travailler avec toi, vraiment !*

On se serre la main. Dehors, je tombe sur Amado qui, lui aussi, vient d'être viré.

— *Il y avait peut-être un mouchard à la réunion d'hier, je lui dis.*

Nous nous marrons. Beth est aussi virée lorsqu'elle arrive à la prise de service de la deuxième équipe. Et pourtant elle n'était même pas présente à la réunion, elle travaillait : coupable par association.

Kingsley et moi, nous poursuivons notre démarche auprès des services du droit du travail. Nous sommes défendus par une jeune avocate qui est très enthousiaste de pouvoir attaquer l'entreprise Solo.

Quelques jours plus tard, je suis invité au baptême d'une nièce d'un des contremaîtres portoricains. (...) Amado est aussi présent. Un groupe joue de la musique mexicaine. (...) Ricardo a descendu pas mal de bières et nous aborde à part.

— *Je suis au courant d'un tas de saloperies. Le directeur de l'usine nous a réunis pour nous demander de mettre la pression sur les gars afin qu'ils partent. Ils veulent que les Mexicains dégagent afin que les blancs votent contre le syndicat.*

— *Es-tu prêt à le redire devant le tribunal du travail ? je lui demande.*

— *Putain que oui, j'en ai assez de leurs saloperies, j'ai été dégueulasse avec des copains et je veux trouver un autre boulot.*

Amado m'appelle le jour suivant. Il est excité.

— *Il semble que le directeur ait été viré. Il se serait engueulé avec Hulseman, le patron. Il refusait de continuer à virer des gars. Alors on l'a viré, lui. Je me dis qu'on pourrait lui rendre visite. Je sais où il habite, je le contacte et je t'appelle.*

Le directeur habite dans la banlieue Sud — une grande maison avec une pelouse bien entretenue. Nous sonnons et il nous fait entrer. C'est un petit homme ; il porte un

pantalon beige, une veste de sport bleu foncée et des mocassins. Le salon est large, avec une épaisse moquette et des meubles neufs. Au mur est accroché un tableau d'art mexicain qui reproduit des scènes romantiques de la culture aztèque. Au fond de la pièce, sur le mur, un grand crucifix est accroché de façon ostentatoire.

— *Je ne pouvais pas continuer, je regrette ce que j'ai fait.*

— *Que vous a-t-on demandé de faire ? Et qui vous l'a demandé ?*

— *Des avocats qui travaillent pour la compagnie sont venus dans mon bureau. Ils m'ont dit que la meilleure façon d'empêcher que le syndicat s'installe dans l'usine était de virer les gens susceptibles de voter pour lui. Ils ne m'ont pas dit directement de virer les Mexicains mais ça revenait à ça...*

— *Nous aimerions que vous puissiez témoigner devant le bureau du travail la semaine prochaine. Peut-être même qu'on arrivera à vous faire réembaucher. Si nous gagnons avec votre témoignage, tout sera oublié.*

Il est d'accord et semble soulagé. Le matin suivant, j'appelle l'avocate du bureau du travail et je lui parle de Ricardo et du directeur. Elle pousse un cri de joie.

— *Nous allons enfin les avoir, ces salopards. Cela fait des années que je cherche à les coincer.*

(...) Quelques jours plus tard, le vote a lieu dans l'usine. Sans surprise, le syndicat est rejeté. Les prévisions de Dutch se confirment. Mais la bagarre dans le bureau du travail se poursuit. L'audition aura lieu dans les jours à venir et j'appelle l'avocate pour connaître l'heure et l'endroit exact. Elle me met en attente longtemps, puis arrive une réponse :

— *J'ai de mauvaises nouvelles. Nous ne pouvons pas poursuivre...*

— *Et pourquoi donc, ils viennent de voter après avoir viré un tiers des ouvriers. Nous avons deux témoins sur la violation de la loi.*

Sa voix est faible et tremblante. Elle semble être au bord des larmes.

— *Je ne sais pas Dave, mon supérieur m'a appelé dans son bureau et m'a dit qu'il n'y aura pas de suite ; ils ont considéré que les témoins ne sont pas crédibles et j'ai été dessaisie de l'affaire. En fait je ne suis même pas censée vous parler...*

— *Peut-être devez-vous, vous aussi, chercher un autre travail.*

Je suis décidé à ne pas laisser tomber. Il y a peut-être un autre recours légal. Peut-être pouvons-nous amener Ricardo et l'ancien directeur devant les médias. J'appelle Amado.

— *Ce n'est pas tout, me dit-il, Ricardo est parti à Porto Rico. On dit que la compagnie lui a payé les billets et qu'ils vont aussi lui accorder une aide pour ses enfants qui ont des problèmes. Pour l'instant, ils l'ont envoyé à Porto Rico. Pour ce qui est du directeur, je l'ai appelé mais il ne répond plus...*

Le soir même nous filons chez le directeur. Il y a de la lumière dans le salon. Nous sonnons. À ce moment précis, la lumière s'éteint. Amado crie quelque chose en espagnol mais il n'y a pas de réponse. Alors que nous revenons sur nos pas, nous apercevons une nouvelle voiture dans le garage.

— *Tiens, tiens, dit Amado, une nouvelle voiture avec l'immatriculation de l'entreprise.*

— *J'espère, pour le salut de sa conscience, qu'il a reçu plus qu'une nouvelle voiture pour tout ce qu'il a fait.*

(...)

Amado cherche du travail, moi aussi. Beth a trouvé un autre emploi. (...) Nous envisageons d'organiser une manifestation devant Solo, histoire d'attirer l'attention. Quelques jours plus tard, je reçois un coup de fil inattendu de l'avocat du syndicat.

— *Je vous invite à déjeuner chez Berghoff.*

Berghoff est un restaurant chic qui se trouve sur le *Loop* de Chicago. Nous nous mettons d'accord sur une date de rendez-vous. Je ne connais pas l'avocat, mais lui, il me repère dès que je rentre. Il est habillé très classe, il porte un costume trois pièces et des belles chaussures. (...)

— *Prenez ce que vous plaît, vous êtes mon invité.*

Je commande une bière et je regarde le menu ; je choisis les plats les plus chers : des pinces de langouste et de crabe et un super gâteau au chocolat pour le dessert. Nous parlons peu pendant que je déguste le meilleur repas que j'ai eu depuis longtemps. Avec le café, on en vient aux choses sérieuses.

— *La lutte chez Solo Cup Corporation est terminée, dit-il.*

— *Peut-être mais nous avons encore quelques cartes à jouer.*

— *Je viens de vous dire que c'est fini.* Sa voix est basse, presque menaçante.

— *Je ne travaille pas pour vous ni pour le syndicat, je ne l'ai jamais fait. Le syndicat aurait pu faire plus pour ceux d'entre nous qui ont été virés illégalement, mais vous avez choisi de rien faire.*

— *C'est vrai, vous ne travaillez pas pour le syndicat, mais je pense que vous pourriez bien le faire. Les chefs du syndicat ont été impressionnés par ce que vous avez fait chez Solo, vous et le gars mexicain, c'est quoi son nom déjà ?*

— *Amado.*

— *Le président de la section locale aimerait bien s'entretenir avec vous et Amado. Est-ce que vous deux, vous pouvez vous déplacer demain matin à dix heures.*

— *Je vais demander à Amado.*

Il écrit un numéro sur une de ses cartes de visite et il me la tend.

— *Une fois que vous avez contacté le Mexicain, vous m'appellez pour confirmer. Je pense que vous n'allez pas perdre votre temps. En plus, vous les gars, vous devez laisser tomber l'affaire Solo.*

— *Cela ne vous regarde pas, je dis.*

— *Les ouvriers ont voté contre l'implantation du syndicat, donc c'est fini.*

Le ton de sa voix est dur et, cette fois-ci, vraiment menaçant. Au fond, je me rends bien compte que je me confronte à lui ainsi qu'à son syndicat mafieux. Nous avons joué toutes nos cartes. Les ouvriers licenciés sont désormais éparpillés dans la nature et cherchent du boulot. Et il semble dérisoire de se lancer dans une nouvelle action, juste pour énerver la famille Hulseman et la mafia.

Amado et moi, nous voulons connaître les intentions du syndicat à notre égard.

L'organisme est installé dans Erie Street où il occupe un immeuble à deux étages. La réceptionniste nous envoie directement au deuxième étage. Au rez-de-chaussée, dans la grande salle, les employés ont l'air très affairés derrière leurs bureaux. Le premier étage bruisse aussi d'activité. En arrivant au deuxième étage, nous sommes reçus par une autre secrétaire qui nous souhaite la bienvenue et nous installe dans une grande salle de conférences à la moquette épaisse. Elle nous offre du café. Du bon café fraîchement moulu. Par la fenêtre qui donne sur le parking délimité par une chaîne, nous apercevons une série de limousines couleur foncée.

Le président du syndicat entre ; nous nous serrons la main. C'est un petit homme terne, vêtu d'un pantalon bleu foncé et d'une chemise blanche ouverte. Il porte une chaîne en or au cou et une montre chère et voyante.

— *Bienvenue à notre syndicat les gars. Je vais droit au but. Nous pensons que vous avez un bel avenir comme « organisateurs » du syndicat. La façon dont vous avez été capables de réunir tous ces ouvriers et d'engager une lutte pour leur réadmission a été vraiment impressionnante.*

— *Oui, mais quelqu'un nous a mouchardé et des pressions ont été exercées sur le bureau du travail pour qu'on classe notre protestation avant même les auditions, je réplique.*

— *Je sais, je sais. Cette fois-ci, nous l'avons tous eu dans le cul. Mais on doit apprendre à se replier et à repartir sur de nouvelles bagarres. Nous pensons que vous, les gars, vous avez un bel avenir avec nous. Nous avons besoin de bons « organisateurs » bilingues. Dave, vous pouvez sans doute améliorer votre espagnol, et voici notre proposition. Nous vous offrons un séjour de deux mois au Mexique pour vous perfectionner. Avec les bases que vous avez, je suis sûr que vous allez revenir en parlant couramment.*

Il se lève et se place devant la fenêtre. Nous le suivons.

— *On peut vous payer plus que ce que vous receviez chez Solo, mettons 1 650 dollars par mois au début et ensuite des primes selon vos réussites dans le travail d'« organisation ». Vous aurez des avantages sociaux et le droit à une pension de retraite. Car nous avons notre propre compagnie d'assurances et un fonds de pension. Une autre part du contrat est là, dit-il, visant les limousines dans le parking. (Vous aurez chacun une voiture, pour votre travail, mais aussi pour votre usage personnel, aussi longtemps que vous travaillerez pour le syndicat. Ainsi qu'une carte pour régler les frais d'essence.*

Je regarde Amado, il ouvre grands les yeux. Je me retourne vers le président du syndicat.

— *Il me faut un peu de temps pour réfléchir.*

— *Moi aussi, ajoute Amado.*

— *C'est d'accord les gars. Mais il me faut vos réponses dans un bref délai. Bien d'autres sauteraient tout de suite sur une si belle proposition.*

Nous nous serrons la main. On le remercie pour l'offre et on s'éclipse. Dehors, nous éclatons de rire.

— *Dave, si nous acceptons ce boulot, je crains que nous allons terminer avec des chaussures en béton au fond de la Chicago River, dit Amado.*

— *Tu as raison, c'est plus sage de refuser. »*



III. Cabanes dans les bois de South Newfane

Le 5 avril 2019, 200 policiers du service de l'immigration se sont invités dans les ateliers de l'entreprise *CVE Technology Group*, dans la banlieue de Dallas (Texas) pour y opérer une rafle de travailleurs immigrés. Plus de deux cents travailleurs, en majorité des femmes, d'origines diverses,

venant de plusieurs pays d'Amérique latine au Nigéria furent arrêtées, triées, placées dans des cars et amenées au commissariat pour contrôle de papiers. À la fin de la journée, la moitié d'entre elles avait une convocation pour passer devant un juge fédéral de l'immigration et une bonne centaine était maintenue en détention en attente de clarification de leur situation. La cheftaine locale de la police de l'immigration, Mme Berger (*sic*), a déclaré au cours d'une conférence de presse que la compagnie faisait l'objet d'une investigation pénale mais que, bien entendu, elle ne pouvait pas « *fermer les yeux* », sur la situation juridique des travailleuses qui y travaillaient, car l'emploi de personnes sans papiers créait une concurrence déloyale avec d'autres entreprises. Et elle ajouta que de telles pratiques « *privent d'emplois les citoyens américains et immigrés avec papiers et créent une atmosphère malsaine qui incite à l'exploitation d'une force de travail illégale.* » [10] Quatre mois plus tard, le 7 août, dans l'Etat du Mississippi, un millier de policiers investissent sept usines de conditionnement de poulets de *Koch Foods*, une des plus grandes compagnies d'alimentation industrielle des États-Unis, et raflent 680 travailleurs immigrés soupçonnés de ne pas avoir de papiers. Ceci restera une des plus grandes rafles d'immigrés dans l'histoire récente du pays sur les lieux de travail même. Les travailleurs furent détenus dans des installations militaires et plusieurs centaines d'entre eux furent arrêtés dans l'attente d'expulsion, séparés de leurs femmes et enfants ; un grand nombre furent licenciés dans la foulée.

De telles opérations policières, menées directement dans les entreprises, ne sont pas un fait nouveau, elles avaient déjà été pratiquées de façon plus ponctuelle sous le règne de George W. Bush au début des années 2000. L'administration démocrate d'Obama, fidèle à son attitude sournoise, avait évité de revenir sur le cadre juridique qui fonde ces interventions ; elle s'était limitée à mettre l'accent sur un contrôle souple des entreprises plutôt que sur la répression directe des travailleurs. L'idée était de faire pression sur les entreprises pour qu'elles fassent elles-mêmes la police de la main d'œuvre, en détectant et en refusant d'embaucher les immigrés sans papiers. L'actuelle administration Trump a sauté un cran dans la dureté et l'ignoble, intégrant ces politiques dans sa démagogie xénophobe et raciste, anti-immigrants. Sous l'administration Trump, les rafles sur les lieux de travail sont devenues constantes et massives, le nombre d'immigrés arrêtés a atteint des niveaux historiquement élevés. En 2018, le nombre d'interventions en entreprises avoisinait 7 000, contre 1 700 l'année précédente, avec environ 800 arrestations pour « crime de délit de défaut de papiers », contre 140 en 2017. Le climat de terreur et d'insécurité ainsi créé est un fait nouveau. L'objectif est d'étendre la peur au-delà du passage des frontières, puisque, désormais, sur les lieux même de l'exploitation, les travailleurs peuvent être ciblés, contrôlés et criminalisés. Pour le travailleur immigré, la peur doit être ressentie partout et tout le temps, la répression de l'État venant s'ajouter à la crainte des massacres perpétrés par les partisans de la « suprématie blanche ». De leur côté, les patrons continuent à dormir tranquilles. Ils risquent peu d'être poursuivis, puisqu'il est impossible de prouver qu'ils connaissent le statut exact des immigrés qu'ils exploitent. La loi est assez vague sur le regard qu'ils sont censés jeter sur les papiers des travailleurs embauchés.



Il y a aujourd'hui aux États-Unis, environ 11 millions d'immigrés sans papiers et 8 millions d'entre eux travaillent, représentant 5 % de la force de travail globale [11]. Autant dire que, au-delà de l'usage idéologique que la classe politique fait de cette main d'œuvre fragilisée, c'est sur le terrain économique que la question se pose. Mme Berger ment comme elle respire lorsqu'elle prétend que la chasse à l'immigré sans papiers améliore la condition des travailleurs nord-américains ou même celle des immigrés légaux. Les entreprises embauchent des immigrés sans papiers car elles cherchent à réduire les coûts de production et à améliorer leurs taux de rentabilité. De fait, plus la répression s'accroît et plus les salaires de ces travailleurs sont bas, la peur devenant un facteur économique, un élément de la concurrence sur le marché du travail. D'autre part la majorité des postes occupés par ces travailleurs correspond à des conditions de travail violentes que d'autres ne sont pas prêts à accepter pour le même niveau de salaires. Ces postes de travail ne peuvent faire appel qu'à un segment très restreint de la classe ouvrière blanche et même afro-américaine, majoritairement gangrénée par la pauvreté, la décadence physique et spirituelle, marginalisée, incapable de répondre à ces conditions. Ils séduisent encore moins les nouveaux travailleurs éduqués et déqualifiés par le marché du travail. C'est ainsi que la force de travail immigrée, avec ou sans papiers, est de plus en plus indispensable au capitalisme nord-américain et une composante importante du marché du travail.

Ces nouvelles formes de répression des travailleurs les plus fragiles rencontrent des résistances. Les familles, des camarades, des amis, vite alertés, se regroupent devant les entreprises où la police intervient, soutenus par une myriade de groupes locaux d'activistes solidaires. Par endroits, des habitants forment des « groupes mobiles » qui tentent de flairer les interventions policières dans les entreprises et sur les routes, afin de prévenir les immigrés. Mais la capacité de mobilisation est sans commune mesure avec les moyens et l'ampleur de la répression. On se limite dans la plupart des cas à des protestations legalistes, on évoque des soutiens institutionnels, politiques ou religieux. La faiblesse de la réaction collective des travailleurs constitue la mesure la plus évidente du bas niveau de la lutte de classe aujourd'hui aux États-Unis. Alors que la répression cible les lieux même de production, là où les travailleurs sont objectivement une force, l'absence de réaction traduit un rapport de force très défavorable aux exploités. On peut penser, justement, que l'intervention policière se fait aussi dans le but de casser les tentatives d'organisation parmi ces travailleurs. Cela semble être le cas dans certaines usines du Mississippi qui ont subi récemment des rafles, là où les travailleurs immigrés avaient commencé à s'insurger contre les conditions de travail et à s'organiser [12]. Une résistance collective des travailleurs sur les lieux de travail contre la politique des rafles est, pour le moment, une éventualité lointaine et improbable. La peur individuelle, fruit d'un ensemble d'expériences concrètes qui constituent le parcours de survie des immigrés, s'avère aujourd'hui leur plus grande faiblesse.

Pour le capitalisme et pour les capitalistes, l'immigration est un facteur économique, et ses aspects humains ne sont pris en compte que dans la mesure où ils ont des effets sur l'économie. De même, l'usage politique de l'immigration, les politiques racistes et anti-immigration de l'administration

Trump sont acceptées tant qu'elles sont payantes, tant que l'atmosphère de terreur favorise la passivité et la résignation des travailleurs et pese sur leurs combats contre l'exploitation. Néanmoins, nombre de capitalistes manifestent de plus en plus une réticence envers les politiques ouvertement anti-immigration. Ils savent que l'apport de l'immigration est essentiel au marché du travail. Or, depuis dix ans, l'immigration globale est légèrement en baisse et le pourcentage des immigrés sans papiers diminue aussi. Changements qui, à se confirmer, ne manqueront pas d'avoir un impact négatif sur de nombreux secteurs économiques. Dans le bâtiment et les travaux publics par exemple, où les immigrés représentent un quart de la force de travail, leur pourcentage continue d'augmenter. Dans les postes les moins qualifiés, le pourcentage atteint même aujourd'hui 50 % [13]. Les immigrés constituent un tiers des travailleurs de l'industrie hôtelière et 20 % des travailleurs dans l'industrie alimentaire ; dans l'agro-industrie, 70 % des travailleurs sont nés au Mexique. Dans les États du Sud, ils représentent 30 % de la main d'œuvre de l'industrie de la viande et 50 % dans l'élevage de volaille. Dans les villes où sont installées ces industries alimentaires, là même où les récentes rafles se sont produites, les travailleurs immigrés représentent jusqu'à 10 % de la population et font vivre les commerces [14]. Un million d'immigré-e-s font fonctionner les services d'aide à la personne et les services de santé qui s'occupent de la population vieillissante, représentant environ un quart de la force de travail dans ce secteur [15].



Or, ce sont précisément les immigrés les moins qualifiés et les plus fragiles qui sont ciblés en premier par la répression de l'État. On comprend que les capitalistes et les financiers de ces secteurs, la construction mais aussi la puissante agro-industrie, donnent de la voix pour s'opposer aux politiques actuelles. Dans la bagarre inter-capitaliste, l'humain n'existe que sous le visage du profit et c'est le profit qui fonde le désaccord sur l'attitude à avoir vis-à-vis de l'immigration. Dans certaines régions des États-Unis, le manque de main-d'œuvre immigrée fait déjà grimper vertigineusement le prix de l'immobilier et les retards dans les programmes de construction [16], et les politiques répressives contre l'immigration sont aussi suivies de près dans l'agro-industrie. Obligés de remplacer une partie importante de la force de travail composée de travailleurs sans papiers par des « travailleurs légalisés », les capitalistes ont déjà obtenu une multiplication par trois, en 5 ans, du nombre de visas pour travailleurs immigrés, un chiffre qui a atteint 200 000 en 2018.

Tout se passe comme si la violente répression contre l'immigration de sans-papiers à la frontière du Sud-Ouest cache une incitation à l'immigration avec visa. Trump lui-même a ouvertement admis que « *le pays a besoin de plus de travailleurs* ». On cherche à neutraliser la baisse des salaires sous la pression des travailleurs sans-papiers par un marché du travail mieux régulé par les patrons et l'État Fédéral. Le but restant toujours le maintien de bas salaires.

Derrière ces conflits au sein de la classe capitaliste se profile le mouvement de transformation de la classe des travailleurs. Les discours sur l'automatisation totale du travail et « la fin de la classe ouvrière » doivent être confrontés à la nouvelle réalité, la formation de nouvelles concentrations de travail salarié non-qualifié et hautement exploité. Le déclin industriel, manifeste dans des sociétés comme celle des États-Unis, ne signifie pas le déclin du salariat, au contraire, il s'accompagne d'une extension de cette condition à de nouveaux secteurs de plus en plus étendus. Rien que dans le secteur de l'aide à la personne et les services de santé, on estime que dans les prochains dix ans,

environ un million de postes de travail précaires seront créés aux États-Unis, un autre million ou plus le seront dans l'industrie alimentaire.

On peut aborder cette transformation de la classe ouvrière et du marché du travail — qui n'est plus majoritairement l'ancienne classe ouvrière d'industrie — par l'approche démographique. Le déclin de la population est un fait réel dans plus de 80 % des comtés nord-américains où la population en âge de travailler est en chute libre depuis dix ans et où, en conséquence, le marché du travail est sous pression [17]. Les jeunes vont vivre dans les grands centres urbains et seule l'immigration apparaît comme une solution. Sauf que les travailleurs immigrés cherchent, eux aussi, à s'installer dans les régions urbaines, où ils trouvent des réseaux de soutien et des conditions de salaire et de travail plus favorables, une meilleure protection de leurs communautés face à la folie raciste. Il ne reste alors aux défenseurs de l'usage économique de l'immigration que des propositions autoritaires, ainsi, par exemple, l'attribution de visas d'immigration conditionnés à l'installation dans des zones particulièrement touchées par le déclin démographique. Le projet se complique par le fait que c'est précisément dans ces zones que le rejet des immigrés est le plus fort, la xénophobie et le racisme étant alimentés directement par la décadence des vieilles communautés et la misère morale des habitants en attente d'un retour au passé mythique d'une Amérique « Great Again ». On tourne en rond. Une des villes séduites par ce récent projet de visa fut la ville de Dayton, où la mairie a établi un programme d'installation d'immigrés appelé « *Welcome to Dayton* ». Quelques mois à peine après la « généreuse » déclaration d'intention, la ville fut le théâtre d'une de ces tueries de masse qui jalonnent désormais le quotidien de l'Amérique profonde. De quoi éloigner les éventuels candidats... Le déclin démographique se poursuivra, incontournable décadence de la vieille structure sociale et du capitalisme nord-américain. L'attaque de l'administration Trump contre les travailleurs immigrés ne peut pas cacher le besoin réel, incontournable, de l'immigration pour le capitalisme américain.

Aux États-Unis comme en Europe, la question du contrôle de l'immigration — aujourd'hui indissociable de la question des réfugiés et des déplacements massifs de populations produits par les destructions environnementales et les guerres — renvoie à la question de la souveraineté nationale et du rôle de l'État dans l'économie. Fidèle aux principes de l'interventionnisme keynésien sur l'économie, la gauche nationaliste « souverainiste » croit que la préservation de l'État nation est le seul moyen de combattre la logique du marché global et des forces économiques supra-étatiques. Sans avoir tiré toutes les leçons de l'impasse du keynésianisme dans l'espace national, elle prétend maintenant appliquer l'interventionnisme comme protection face aux effets du marché global [18]. Inversement, la perpétuation, voire le raffermissement des États nationaux auquel nous assistons aujourd'hui — et qui sont facteurs de souffrance pour des millions de prolétaires sur les routes de l'exil — sont un élément troublant pour les apôtres modernistes de l'Empire global, qui ont présenté depuis des années l'État national comme une forme obsolète de pouvoir politique. À l'opposé, on peut défendre que : « (...) *les États-nation, délimités par des frontières, sont une production persistante du capitalisme global.* » Et que : « *seule l'abolition du dernier mettrait fin à l'existence des premiers.* ». Pour la gauche « souverainiste » « *l'opposition relative entre les deux conduit (...) à considérer les États souverains comme des leviers potentiels contre la tyrannie du marché mondial. Le nationalisme économique de gauche (...) prend cette prémisse erronée comme le point de départ fondamental de sa politique.* » [19] Or, sous le libéralisme, le contrôle étatique de la mobilité des travailleurs va de pair avec la liberté de mouvement des capitaux. Que l'État national soit de moins en moins capable d'entraver la liberté des mouvements du capital ne l'empêche pas de préserver, voire de renforcer, la fonction essentielle de contrôle de la mobilité des travailleurs à

l'intérieur de son espace. Non pas en empêchant leur mobilité, mais en faisant en sorte de les utiliser et de les déplacer selon les intérêts du capitalisme. Les politiques actuelles sur les réfugiés et les immigrés répondent à cette fonction et c'est cette seule fonction qui incombe aux forces politiques, y compris celles de la vieille social-démocratie désormais assujetties au libéralisme. Les discours souverainistes ne sont que la justification de cette fonction.



IV. Bourrasques de neige sur le Connecticut River

En mars 1972, une grève très dure eut lieu dans l'usine de General Motors à Lordstown (Ohio). Lordstown était, à l'époque, l'usine automobile la plus automatisée au monde. Des sommes énormes avaient été investies dans la rationalisation de la production et dans de nouvelles technologies, tout particulièrement des robots. Le but était d'obtenir une substantielle hausse de la productivité du travail. Tout cela impliquait, nécessairement, un accroissement du contrôle du processus de travail et une violence redoublée sur les travailleurs. L'usine de Lordstown, mise en service en 1970, avait embauché une main d'œuvre jeune et plus éduquée que la moyenne, un segment de la population qui était alors aux États-Unis marqué par un esprit de révolte, dans la vague des mouvements noirs, de la « nouvelle culture » et l'opposition à la guerre du Vietnam. Très vite, la gestion de cette force de travail nouvelle rencontra des difficultés : de l'absentéisme massif à des pratiques de sabotage individuel et des actes de révolte contre la hiérarchie. La grève de 1972, fut, en partie, une tentative de la bureaucratie syndicale de trouver une réponse contrôlée à cet état d'insubordination et de reprendre la main. Objectif qui fut atteint puisque, après 22 jours de grève, les travailleurs reprirent le travail sur un « accord » qui, pourtant, ne donnait pas satisfaction à l'essentiel des revendications qui portaient sur l'intensité et la violence du travail. Deux tiers seulement des travailleurs qui avaient été licenciés pour des motifs disciplinaires furent réintégrés et des avantages fondés sur l'ancienneté furent actés. Une fois de plus, la « victoire syndicale » se traduisit par un accroissement de la division des travailleurs. Presque cinquante années avant la grève de *Stop and Shop*, les mêmes tactiques se révélèrent intrinsèques à la nature même du syndicalisme négociateur.

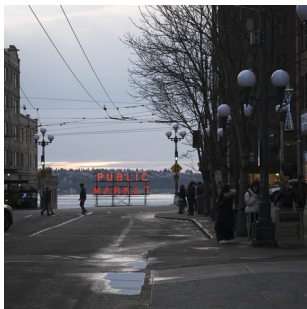
A l'époque, la grève de Lordstown eut un retentissement en Europe dans des petits cercles de l'extrême gauche autonome. On a voulu voir dans cette insubordination le signal d'une révolte contre le travail en usine, un changement dans les attitudes envers le travail salarié et un questionnement des relations autoritaires sur les lieux de travail, bref une nouvelle tendance des luttes ouvrières. Ce qui était indiscutablement vrai pour l'époque, pour le moment historique du capitalisme, fut, à la hâte, théorisé par des petits groupes radicaux post-soixante-huitards, comme la charpente d'une nouvelle orientation révolutionnaire correspondant à une nouvelle époque de la lutte de classes [20]. Les attitudes d'insubordination, l'opposition à une nouvelle organisation du travail furent analysées comme des jalons dans la construction de rapports humains nouveaux, voire,

pour les plus triomphalistes, comme l'annonce d'une activité communiste nouvelle au sein du capitalisme. Le sabotage de la production, la destruction de marchandises furent décrits comme une critique de l'outil de travail sacralisé par le réformisme, une réappropriation par le travailleur du temps aliéné, allant dans le sens du renversement du rapport de domination du capital sur le travailleur. Comme en tout action de révolte contre l'ordre capitaliste, on trouvait certes, dans les luttes chez Lordstown, des germes de rupture, de subversion. Mais ces actes restèrent isolés et ne créèrent nulle force positive, dynamique. Or le rapport de domination ne peut être brisé individuellement ou par des actes d'insubordination, si violents soient-ils, car il est un rapport social. Les suites du mouvement ont montré que la révolte contre les conditions de travail n'avait pas empêché la remise en ordre du processus de production et la soumission à l'institution syndicale. Un demi-siècle plus tard, l'intégration des travailleurs à l'intérêt capitaliste, s'est accompli dans la suppression pure et simple de ces derniers dès qu'ils se sont avérés non-nécessaires à la production de profit.

Le capitalisme est un système dont les capacités de rebond sont immenses, lui permettant de surmonter un épisode de rupture limité où peut se manifester l'autonomie de l'action ouvrière. À Lordstown comme ailleurs, le rapport de domination du capital sur le travailleur s'est réaffirmé dans toute sa force après la fin de la grève. Le recul historique est toujours sans appel dès qu'il s'agit d'évaluer les spéculations du passé. La seule expérience qui peut échapper au continuuel processus d'intégration capitaliste est l'expérience de la lutte autonome, laquelle peut rester enfouie dans les souterrains de la mémoire collective pour réapparaître là et où on ne l'attend pas. Toutes les autres attitudes de rejet et de sabotage sont digérées et nivelées par la machine de production de profit, d'autant plus facilement qu'elles ne parviennent pas à engendrer des collectivités conscientes de leurs actes.

En novembre 2018, ironie de la séquence du *Make America Great Again*, General Motors annonce la fermeture de cinq grandes usines automobiles aux États-Unis et le licenciement de 14 000 ouvriers, dont 1 600 à Lordstown. Photos à l'appui, les médias ne tarissent pas d'éloges sur ces « ouvriers patriotes » qui accompagnèrent à la sortie de l'usine naguère la plus moderne la dernière voiture produite, enveloppée dans la bannière étoilée. Malgré le travail réussi des syndicats pour domestiquer la force de travail, leurs efforts constants depuis des années pour réduire les coûts du travail, ce furent les énormes investissements dans l'automatisation qui ont fini, le moment venu, par se révéler les fossoyeurs de la rentabilité. À Lordstown, le capital investi en moyens de production s'était accru plus rapidement que celui investi en salaires. Certes, la productivité du travail s'était accrue d'autant mais, à la longue, la réduction relative de la part du travail avait abouti à un tassement des profits. La suite on la connaît, la baisse de rentabilité a tranché : pas d'avenir pour l'usine. Une suite d'événements qui peut à juste titre conforter les adeptes de la théorie de la crise et de la baisse tendancielle du taux de profit. Bien évidemment, on ne peut demander aux bureaucrates syndicaux d'être conscients de ce mécanisme contradictoire, eux qui croient dur comme fer à la loi éternelle du profit et à la lutte pour la distribution des miettes. Alors que les quelques actes individuels de sabotage des années 1970 furent digérés sans mal par la poursuite de l'exploitation, la tendance à l'automatisation de la production engendra elle-même le vrai grand

sabotage, celui qui est inscrit dans le mouvement contradictoire du capitalisme.



V. Brume sur le fleuve Hudson à Wappingers Falls

San Francisco est aujourd'hui la ville au monde qui abrite, si l'on ose le dire ainsi, le plus grand nombre de millionnaires par habitant, loin devant New York, Dubaï ou Hong Kong. C'est aussi la ville où une multitude de pauvres se trouve sans abri, avec une des plus grandes populations de SDF aux États-Unis. Après le slogan du mouvement *Occupy*, rares sont les bonnes âmes censées ignorer le fait que l'inégalité des revenus est, aux États-Unis, la plus forte au monde. Et cet écart continue de se creuser. Depuis 1960, l'inégalité des revenus s'est, en effet, accrue de 30 %, avec des conséquences fâcheuses pour la survie de la fameuse « classe moyenne », pilier du consensus démocratique [21]. Dans ce modèle déséquilibré, les choix économiques de l'administration Trump, censés entraîner en fanfare la grande reprise du « Great Again », témoignent d'un manque d'imagination ; ils sont d'une simplicité archi-néo-libérale : une baisse drastique de la fiscalité au profit des entreprises, un accroissement du déficit budgétaire — qui a doublé en 4 ans — au bénéfice d'une hausse des dépenses militaires et de coupures drastiques dans les moyens consacrés aux services publics et sociaux, aux infrastructures. Pourtant, malgré l'énorme bonus fiscal attribué à la classe capitaliste, l'investissement reste atone et faible et l'endettement des entreprises est gigantesque. Car les entreprises se procurent de l'argent pour spéculer sur le marché des actions pendant que la croissance ralentit. Depuis 2008, la dette des entreprises nord-américaines a doublé, et la moitié de cette dette concerne les grandes entreprises. Vous avez dit « bulle » ? Rien de plus clair pour souligner le fait que les liquidités évitent de s'investir dans les entreprises en raison de leur faible rentabilité et sont prioritairement orientées vers les actionnaires et les dépenses spéculatives.

À l'autre extrême, dans l'autre Amérique, au bas de la large pyramide dont la base ne cesse de s'élargir, les signaux d'alarme s'accumulent. Un sentiment d'insécurité prédomine, avec les revirements des annonces économiques, au gré des guerres commerciales que se livrent les entreprises. Certes le chômage recensé reste bas et stable, le niveau moyen des salaires est aussi légèrement en hausse mais la moyenne cache mal la tendance saillante du marché du travail qui est la faiblesse de l'embauche et la précarité parmi les couches les plus pauvres et déqualifiées des prolétaires, les Blancs pauvres, les Noirs et les Latinos [22]. C'est, nous l'avons déjà mentionné, le pivot de la question sociale aux États-Unis, le vaste territoire des « travailleurs pauvres ». Car, bien sûr, l'accroissement constant des emplois précaires et mal payés va de pair avec le développement de la pauvreté.

D'après des études récentes [23], nulle part aux États-Unis, un salarié à temps plein et payé au salaire minimum, ne peut prétendre payer la location d'un logement de deux pièces, et on estime que 50 % de ces familles ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins élémentaires. En trente ans,

de 1980 à 2010, le nombre de « travailleurs pauvres » n'a cessé d'augmenter, passant de 12 % à 14 % de la force de travail. En 10 ans, le revenu moyen de ces familles a chuté de 20 %. Chez les Latinos, l'augmentation de ces pourcentages est encore plus marquée, ils risquent trois fois plus de vivre en situation de pauvreté que les travailleurs blancs. La « réforme » Clinton du Welfare, en 1996, reste un moment marquant dans le processus d'appauvrissement des classes populaires et explique en grande partie l'éloignement des ouvriers blancs du parti démocrate et l'attrait pour la démagogie du clan républicain. Aujourd'hui, 13 % de la population vit sous le seuil officiel de pauvreté mais tout le monde sait que le chiffre réel est bien plus élevé que le chiffre officiel — quand on sait que le dit seuil est lui-même un bidouillage nébuleux parfaitement contestable. Il faut noter aussi l'endettement massif des travailleurs, partie invisible de l'iceberg de la pauvreté. La dette privée totale est en effet la plus élevée jamais atteinte dans l'histoire américaine. Clairement, dans la novlangue de l'économie libérale, baisse du chômage doit se lire comme synonyme d'augmentation de la pauvreté. Le mirage de l'« America Great Again » se dissipe sous l'effet des orages menaçants du réel.

VI. Couleurs de printemps sur Green Mountain Forest

Les tueries de masse successives aux motivations racistes et suprématistes dessinent les contours aliénés de la société nord-américaine qui stagne dans un présent hésitant, implosée par des inégalités sociales monstrueuses, une pauvreté galopante, l'agressivité des richesses et la décomposition du tissu social et des infrastructures du territoire. Ces tueries exhument au grand jour les fondements sombres de l'histoire américaine jamais affrontés : le génocide originel et l'esclavage. Non sans rapport avec l'impasse de l'époque, on oppose désormais le replâtrage du « *Make America Great Again* » au naufrage du « rêve américain » — formule qui, paradoxalement, admet, souligne même, l'état de crise présent dans lequel se débat la société. Dépossédé de sa propre vie, l'individu aliéné est dominé par la peur et l'insécurité, engendrant la cruauté et la haine de l'autre, le nihilisme réactionnaire d'une purification raciale prétendument indispensable à la survie. La revendication de la défense du « deuxième amendement » de la constitution concernant la possession d'armes à feu de plus en plus mortifères, répond sans doute aux intérêts de l'important secteur de l'armement. Mais elle est aussi l'affirmation actuelle de l'ancien droit du plus fort dans le génocide sur lequel s'est bâti le pays, la garantie legaliste des valeurs du « suprématisme blanc ». Ce qui a constitué depuis toujours les deux piliers de la construction idéologique du nationalisme et de l'impérialisme nord-américain, le génocide des « Indiens » et le système esclavagiste, émergent comme valeurs du droit suprême de l'individu. Et la « liberté » est identifiée au droit à la violence brute. Faut-il ainsi s'étonner que bon nombre de ces tueries se produisent sur les lieux même qui symbolisent l'aliénation moderne, les centres commerciaux, derniers ersatz de sociabilité de l'individu réduit à l'état de consommateur [24] ?

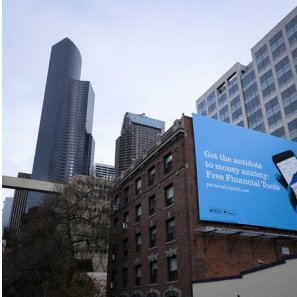
La crise du vieux syndicalisme intégrateur, dont les syndicats nord-américains ont été le modèle depuis l'écrasement sanglant du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, est un fait incontournable et irréversible. Elle est aussi un élément de cette crise du collectif et de l'atomisation du citoyen-travailleur. Les grandes machines syndicales sont incapables de freiner les conditions de leur décadence et leur affaiblissement. Elles ne peuvent pas, par nature, s'adapter aux conditions de vie et de lutte de la nouvelle classe ouvrière, chez qui les prolétaires immigrés, les femmes et les jeunes éduqués salariés sont désormais majoritaires, chez qui la condition de précarité domine. Un signe traduit le décalage de l'ancien mouvement syndical avec la nouvelle situation, l'idée parfois

explicitement exprimée chez des bureaucrates syndicaux, selon laquelle la baisse de la combativité ouvrière serait à imputer à la présence croissante de travailleurs immigrés. Il s'agit là d'une vision teintée de xénophobie, qui s'avère fautive car, tout au contraire, seul l'engagement militant des travailleurs immigrés — à côté de nouvelles couches de jeunes salariés éduqués et précarisés — est le signe d'un réveil de la lutte de classes dans la société nord-américaine. Les efforts de syndicalisation de ces secteurs, menés depuis la fin du siècle dernier, d'abord dans les services et ensuite dans l'industrie, à l'aide de grands moyens financiers soutenus par le parti démocrate, les églises et autres institutions de compromis, ne parviennent pas à revitaliser les grands appareils bureaucratés, gangrénés par les mafias et la corruption, pieds et poings liés avec les forces capitalistes. Pourtant, l'esprit de lutte est toujours là, il est engendré de façon renouvelée par la violence de l'exploitation. Cet esprit, en partie syndical, cherche à obtenir satisfaction dans le cadre actuel de la société, mais dépasse nettement le cadre du syndicalisme intégrateur de naguère. Depuis les années 1990, cette incapacité des grandes machines syndicales à rebondir, à apporter des améliorations aux nouvelles populations salariées, a laissé un espace libre à d'autres formes d'organisation d'esprit syndical qui jouent désormais un rôle déterminant dans le soutien aux conflits ouvriers et à la défense des droits. Ce sont les ONG et les *Centres ouvriers*, liés à des institutions religieuses, parfois à des groupes politiques imprégnés par l'idée d'« organiser les travailleurs », le plus souvent d'orientation léniniste classique. Les grands syndicats eux-mêmes tentent de reprendre la main, créant eux-mêmes des ONG qui se présentent aux yeux des travailleurs sous des apparences plus « indépendantes » [25].

Au cours de l'année 2016, d'importants mouvements de grève chez les enseignant-e-s de plusieurs États américains sont venus montrer dans un cadre élargi les limites des vieilles machines syndicales. Cette vague de grèves fut essentiellement un mouvement spontané et sauvage, démarré hors de l'initiative des syndicats d'enseignants, un mouvement propulsé par des femmes, jeunes en majorité. Il est significatif que le mouvement soit parti de Virginie-Occidentale pour s'étendre ensuite à plusieurs États pauvres du centre et de l'ouest du pays, États majoritairement républicains (*Red States*). Dans ces États, les enseignantes, même s'elles perçoivent des salaires assez bas, sont mieux loties que la grande majorité des travailleurs. Le mouvement, qui a mobilisé un demi-million de personnes, s'est révélé comme la plus grande vague de grèves depuis la fin des années 1980. Organisées par école hors des structures syndicales, les grévistes ont établi des liens surtout par voie de réseaux sociaux. Dès le début, il était clair que la grève ne pouvait réussir que par son côté massif, les grévistes isolés risquant le licenciement immédiat. En Virginie-Occidentale par exemple, les fonctionnaires n'ont pas le droit de faire grève, tout mouvement est donc illégal, les syndicats y sont faibles, même si les communautés populaires ont une longue tradition de lutte sociale. Les grèves de mineurs y furent particulièrement combattives et violentes par le passé. La solidarité a ainsi été le ciment d'un mouvement très créatif et dynamique qui s'est rapidement étendu à d'autres travailleurs et employés des écoles. Il a intégré aussi les élèves et leurs parents et a mobilisé l'ensemble des communautés surtout dans des zones rurales isolées et pauvres où de nombreux enfants ne mangent à leur faim que dans les cantines scolaires. Les écoles se sont organisées pour continuer à distribuer aux enfants des repas gratuits, action qui a permis aussi de souder la population avec les grévistes. Ainsi, la grève n'a pas été perçue comme une grève contre les élèves mais comme un mouvement visant à obtenir des moyens permettant une meilleure éducation.

Au départ, les syndicats ont tenté de dissuader les professeur-e-s de se battre en évoquant le faible rapport de force mais devant la puissance du mouvement, ils ont suivi mollement pour négocier ensuite avec les autorités de l'État, annonçant des promesses de règlement du conflit. Les grévistes

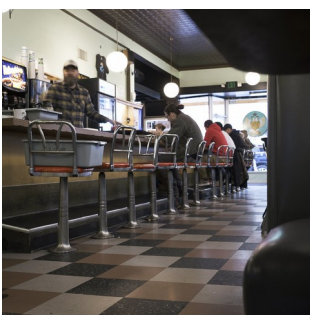
ont répondu en renforçant le mouvement avec le slogan : « *Pas de promesses, du concret !* » [26]. Le mouvement a aussi réussi à populariser la revendication d'une augmentation des impôts sur les riches afin de financer les services publics et les aides publiques aux plus démunis. Dans une société marquée par l'égoïsme et la destruction de tout ce qui fait lien collectif, la revendication est énorme.



L'engagement de couches importantes de la jeunesse et de femmes dans des recoins de l'Amérique profonde où l'aliénation individualiste et les formes barbares gagnent du terrain a été un développement remarquable mis en relief par ce mouvement. L'importance des idées des mobilisations récentes, d'*Occupy* à *Black Lives Matter*, ainsi que de la popularité des campagnes de Bernie Sanders ne sont pas étrangères à ce processus [27].

Ce sont là des signes de rupture dans une société plombée par l'aliénation capitaliste et par des signes de despotisme et d'autocratie politique que certains n'hésitent pas à analyser comme des signes avant-coureurs d'une agonie de la démocratie représentative et de l'État de droit bourgeois classique. Des luttes de cette ampleur, d'autres plus partielles et limitées, menées de façon autonome et indépendante sont la seule voie capable de recréer du collectif, elles sont le seul terrain où la dépossession de soi et l'atomisation sous toutes leurs formes irrationnelles peuvent être fragilisées et dépassées. Elles sont les lumières de l'époque sombre de l'Empire.

Charles Reeve



[1] *The Boston Globe*, le 19 Avril 2019.

[2] « Le déclin inexorable des syndicats américains », *Le Monde*, 30 avril 2015, Marianne Debouzy, « Où en est le mouvement syndical aux USA », *Mouvements* 2003/5.

[3] Lire : Gary Roth, « La surproduction de l'intelligence, université, précaire et reconfiguration des classes sociales aux États-Unis », traduction de X. Bonnefond et E. Broda-Morhange, *jef klak*, <https://www.jefklak.org/surproduction-de-lintelligence>. Gary Roth est aussi l'auteur de : *Marxism in a Lost Century : A Biography of Paul Mattick* (Brill/Haymarket, 2015) et *The Educated Underclass : Students and the Promise of Social Mobility* (Pluto Press, 2019)

[4] En réponse à ces mobilisations, l'État de New York a légiféré, en 2018, sur un salaire minimum pour les chauffeurs. En septembre 2019, l'État de Californie a adopté un projet de loi qui oblige les entreprises ubérisées à considérer celles et ceux qui travaillent comme leurs employé-e-s sous certaines conditions. Cette loi concernerait des millions de travailleurs auparavant sous « contrats » précaires divers et pour lesquels les entreprises doivent désormais payer des cotisations sociales.

[5] Ile du lac Champlain, dans l'État du Vermont.

[6] David Ranney milita d'abord dans l'organisation *Sojourner Truth Organisation (STO)* et ensuite dans *News and Letters Committees*. Ces deux groupes avaient une origine commune, le courant *Johnson-Forest* qui scissionna, en 1950, de l'ancien parti trotskiste nord-américain, le *Socialist Workers Party*. Il caractérisait les pays « socialistes » comme des systèmes capitalistes d'État et voyait le syndicalisme nord-américain comme intégré dans les forces du capitalisme. Ce courant établira des liens étroits avec le groupe français *Socialisme ou Barbarie*, qui publia certains de ses textes. Une deuxième scission se produisit en 1955, causée essentiellement sur des désaccords sur la question de l'organisation. On trouva, d'un côté, Raya Dunayevskaya (1910-1987), née en Ukraine, qui fut secrétaire de Trotsky à Mexico et fonda en 1955 *News and Letters*. On peut lire d'elle, *Marxisme et Liberté* (Préface de H. Marcuse), Champ Libre, 1971. De l'autre côté, il y avait C.L.R. James (1901-1989), historien jamaïquain, qui fut le théoricien de référence de *STO*. Son œuvre majeure : *Les Jacobins Noirs* (traduction Pierre Naville), Editions Amsterdam, 2017. Pour le *STO*, le suprématisme blanc constituait le plus fort facteur de division de la classe ouvrière nord-américaine. Des textes de *Race Traitor*, revue plus contemporaine influencée par les thèses de *STO*, furent publiés dans la revue *Oiseau tempête*, été 2001, repris ensuite dans :

<http://archivesautonomies.org/spip.php?article1980> ainsi que dans :

<https://lignesdeforce.wordpress.com/2016/08/01/traitre-a-la-race-race-traitor/>

Sur le groupe *News and Letters* on lira, Charles Denby, *Cœur Indigné, Autobiographie d'un ouvrier noir américain*, Plein Chant, 2017, traduit de l'américain et présenté par Camille Estienne.

[7] David Ranney, *Living and Dying on the Factory Floor, from the Outside in and the Inside Out.*, PM Press, USA, 2019.

[8] *Op. cit.*, pages 95-104.

[9] Traduction et adaptation libre du texte par l'auteur de cet article.

[10] *The New York Times*, 7 avril 2019.

[11] Rapport du *Pew Research Center* cité par *The New York Times*, 7 avril 2019.

[12] https://www.democracynow.org/2019/8/9/mississippi_ice_raids_poultry_plant_arrests

[13] *National Association of Home Builders' Association*, *New York Times*, 4 avril 2018.

[14] Angela C. Stuesse, « Latino Immigrants and the Transformation of U.S. South », 2009, cité dans « Morton, Mississipi, ville dévastée par les raids contre les travailleurs sans papiers », *Le Monde*, 17 août 2019.

[15] *The Brookings Institution* et *PHI*, une ONG qui étudie les services d'aide à la personne, *New York Times*, 4 avril 2018.

[16] *National Association of Home Builders*, *op. cit.*, *New York Times*, 4 avril 2018.

[17] Données du rapport de l' *Economic Innovation Group* de Washington, NYT, 4 avril 2019.

[18] Pour une exploration critique et profonde des activités économiques de l'État et les limites du projet keynésien de sauvetage du capitalisme, le livre de Paul Mattick, *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte* (Gallimard/Idées, 2010) reste un des textes essentiels.

[19] Ces questions sont discutées, entre autres, dans l'article de Ross Wolf, « Nationalism, Borders, and the State », *Field Notes-Brooklyn Rail*, septembre 2019. Lire aussi Ellen Meiksins Wood, *Empire of Capital*, Verso, 2003.

[20] En France, un texte publié en 1973, « Lordstown 1972 », devint la référence des courants défendant ces idées. Le texte a été réédité en 1977, aux *Editions de l'oubli* et, plus récemment, dans l'anthologie *Rupture dans la théorie de la révolution. Textes 1965-1975*, Senonevero, 2003. Dans la version disponible en ligne, il est présenté comme un texte faisant : « *l'éloge de la destruction de l'outil de travail* », un texte qui souligne « *le lien entre l'activité de révolte ouvrière et une activité post-salariale et communiste, en refusant les médiations classiques de ' la conscience ', du ' parti ', du passage de l'économique au politique* ».

[21] « *Fed's Brainard Says Middle Class Squeeze Poses Risks to Economy* »,

<https://www.bloomberg.com/.../fed-s-brainard-says-middle-class-sq...>

, 10 mai 2019.

[22] « *Strong Jobs Report Eases Fears of Damage From Trade War* », NYT, 5 juillet 2019.

[23] « *An Overview of America's Working Poor* », *Policy Link* [www.policylink.org].

[24] Sur ces développements barbares, mieux dit et mieux ressenti, lire :

<https://hardcrackers.com/el-paso-dayton/>

[25] Mariane Debouzy, « Où en est le mouvement syndical aux USA », *Mouvements*, 2003 -5,

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2003-5-page-60.htm?contenu=article>

[26] Une brève note sur la grève en français : <http://deladesobeissance.fr/2018/03/11/une-greve-sauvage-aux-etats-unis/>

[27] On trouvera sur la toile de nombreux textes sur ce mouvement. Le nouveau courant socialiste nord-américain, regroupé dans l'organisation *Democratic Socialists for America (DSA)* et son journal *Jacobin*, ont attaché une importance particulière à cette grève où beaucoup de leurs militants se sont investis. Majoritairement d'inspiration léniniste et avec une forte présence trotskiste, ce courant mise fortement sur l'activité électorale (campagne Sanders) et (trotskisme oblige...) défend une possible régénérescence des appareils syndicaux nord-américains.

<https://www.jacobinmag.com/2019/07/teachers-strikes-bernie-sanders> À l'opposé du spectre politique, une revue, *Commune*, défend des positions allant de l'autonomie radicale aux positions du *Comité invisible*. On y lira un intéressant texte critique d'une militante sur le dernier congrès du DSA, Jamie Peck, « *When the Wave Crashes* », <https://communemag.com/when-the-wave-crashes/>.

- [International](#)